Confédération européenne des syndicats : une véritable caricature !

Le 03-11-2015

Télécharger ou imprimer au format PDF

C'est à Paris, du 29 septembre au 2 octobre 2015, que la Confédération européenne des syndicats (CES) a tenu son XIIIe congrès. Créée en 1973 à l'initiative des oligarques européens, la CES est un objet politique étrange. Elle porte le nom de «syndicat», mais ne fait que simuler le syndicalisme pour masquer son lien de dépendance avec l'Union européenne. Elle est une imposture. La CES en effet, qui rassemble 90 organisations syndicales de 39 pays européens, n'est pas une véritable organisation syndicale. C'est une bureaucratie, un rouage de l'Union européenne dont elle est la courroie de transmission. À telle preuve qu'elle est financée à 75% par la Commission européenne.

Ses statuts stipulent que la «Confédération européenne des syndicats a plus particulièrement pour mandat d'agir dans le cadre du processus d'intégration européenne. Elle s'adresse dans son action : à l'Union européenne dont elle demande l'approfondissement sur le plan social, politique et démocratique en même temps qu'économique et monétaire». La CES a soutenu le Traité de Maastricht en 1992, fait campagne pour le OUI en 2005 pour faire adopter le Traité constitutionnel européen, soutient aujourd'hui le Traité de Lisbonne...

La Confédération européenne des syndicats, en ce qui la concerne, ne sait pas ce qu'est une lutte

Les vraies organisations syndicales, au fil du temps, ont lutté pour obtenir des conquêtes sociales : interdiction du travail des enfants, droit de grève, augmentation des salaires, garantie de l'emploi, congés payés, diminution de la durée du travail, retraites, protection contre les accidents du travail… Ces luttes, et le courage des militants syndicaux souvent victimes de la répression patronale, méritent le respect.

On ne peut à la fois être européiste et syndicaliste, il faut choisir

La Confédération européenne des syndicats, en ce qui la concerne, ne sait pas ce qu'est une lutte. Ses responsables ne sont pas victimes de la répression patronale mais au contraire, occuper une responsabilité dans ce «syndicat» est souvent une opportunité de promotion. Elle cautionne la régression sociale planifiée par les dirigeants européens dans chaque pays. Elle le reconnaît elle-même dans le texte préparatoire à son congrès : «La confédération européenne des syndicats doit clairement s'affirmer comme un outil syndical au service des travailleurs européens et pas seulement comme un interlocuteur des autorités européennes. Elle doit s'émanciper de la commission européenne et investir davantage le champ syndical dans ses actions.» Cette proclamation de foi est très positive, mais quel aveu de soumission et d'intégration à l'Union européenne ! Il faut savoir qu'en France la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, l'UNSA, sont membres de la CES,

alors que la FSU a demandé son adhésion. On ne peut à la fois être européiste et syndicaliste, il faut choisir. Alors que plusieurs confédérations syndicales françaises avaient appelé à voter NON au Traité constitutionnel européen en 2005 et condamné le Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) en 2012, comment peuvent-elles encore se reconnaître dans la CES, soutien inconditionnel de l'Union européenne ?

> François Hollande, président de la République française, champion toutes catégories du chômage qui bat records sur records

À l'ordre du jour de son congrès il y avait l'adoption d'un «plan» pour sortir l'Europe du «chômage de masse». Il n'en faut pas plus pour que le journal L'Humanité (29 septembre 2015) titre : « La CES poursuit résolument son virage anti-austérité ». C'est peut-être de l'humour, car les principaux artisans de l'austérité étaient présents à l'ouverture de ce congrès pour venir le saluer : François Hollande, président de la République française, champion toutes catégories du chômage qui bat records sur records, Martin Schulz, président du Parlement européen, qui veut accélérer les négociations du traité transatlantique (PTCI ou TAFTA), Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, ancien Premier ministre d'un paradis fiscal… Est-ce cela un syndicat indépendant ? Les textes présentés au congrès n'étaient connus que de quelques-uns, et n'étaient de toute façon pas mis en débat ni amendables. Les congressistes étaient, pour la plupart, des fonctionnaires des syndicats dont beaucoup n'ont jamais mis les pieds dans une entreprise, ni mené la moindre lutte.

> Les textes présentés au congrès n'étaient connus que de quelques-uns, et n'étaient de toute façon pas mis en débat ni amendables

Un programme a été adopté, le «Manifeste de Paris», sans aucun débat avec la base, remplacé par des «tables rondes» entre chefs syndicaux. Une véritable caricature !

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire